

**Unité Départementale de la Marne**

A Reims, 29 septembre 2021

Nos réf. : SM2 D2 e 2021-799

Vos réf. :

Affaire suivie par : Suzel GASSMANN

[suzel.gassmann@developpement-durable.gouv.fr](mailto:suzel.gassmann@developpement-durable.gouv.fr)

Tél. 03 26 77 33 50

[ud51.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud51.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr)

## **RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

**Objet** : Demande de modifications des gabarits des aérogénérateurs pour les parcs éoliens non construits des Vents de la Moivre I, II, III, IV et V.

**PJ** : Annexes 1 et 2 : projets d'arrêté préfectoraux complémentaires

Les sociétés SAS Vents de la Moivre 1 ,2 et 4 ont été autorisées, respectivement, par les arrêtés préfectoraux d'autorisation environnementale n° 2020-MOD-69-IC, 2020-MOD-70-IC et 2020-MOD-71-IC en date du 15 juin 2020 de construire et exploiter les parcs éoliens des Vents de la Moivre I, II et IV. De la même façon les sociétés SAS Vents de la Moivre 3 et 5 ont été autorisées par les arrêtés préfectoraux n°2021-APC-104 et 2021-APC-103-IC en date du 29 juin 2021, de construire et exploiter les parcs éoliens des Vents de la Moivre III et des Vents de la Moivre V.

Le 20 août 2021, en application de l'article R.181-46 du Code de l'Environnement la société Total-Energies a déposé cinq porters à connaissance de demande de modification de gabarits des aérogénérateurs initialement prévus dans la demande d'autorisation environnementale. L'inspection des installations classées considère les modifications non substantielles et propose à l'autorité préfectorale d'acter les modifications demandées par le biais d'arrêtés préfectoraux complémentaires sans autres prescriptions supplémentaires. Les projets des arrêtés correspondants sont annexés au présent rapport.

Rédigé par l'inspectrice de l'environnement : Suzel GASSMANN

Vérifié, approuvé et transmis à Monsieur le Préfet de la Marne, pour le Directeur Régional,  
P/le Chef de l'unité départementale de la Marne  
Le Chef de la 2<sup>e</sup> subdivision de la Marne : Pierre CASERT



## 1 – Caractéristiques des nouveaux gabarits :

Les différentes caractéristiques des aérogénérateurs de chaque parc considéré sont mises à jour dans le tableau ci-dessous, en comparaison avec les modèles initialement prévus :

Entité juridique	éolienne	Hauteur en bout de pale (en m)		Diamètre du rotor (en m)		Garde au sol	
		Autorisée	Modifiée	Autorisé	Modifié	Autorisée	Modifiée
VDM1	SJM2	150	150	122	114	28	36
	SJM3	150	150	122	114	28	36
VDM2	D6	144	150	114	132	30	18
	D7	150	150	131	132	19	18
	LCM10	150	150	131	132	19	18
VDM3	LCM11	165	163	131	132	34	31
	LCM12	165	163	131	132	34	31
	LCM13	165	163	131	132	34	31
	LCM15	150	150	131	132	19	18
VDM4	LCM16	150	150	131	132	19	18
	LCM17	150	150	131	132	19	18
	LCM18	150	150	131	132	19	18
	LCM19	150	150	131	132	19	18
VDM5	P1	150	150	122	132	28	18
	P2	150	150	122	132	28	18
	F1	150	150	122	132	28	18

En rouge apparaissent les paramètres dont les nouvelles caractéristiques risquent d'impacter un peu plus l'avifaune et les chiroptères susceptibles d'évoluer à proximité du parc.

L'augmentation de 1 mètre entre le dimensionnement initial et celui modifié est toutefois considérée ne pas générer d'impact supplémentaire.

Il est à noter que l'emplacement des machines reste inchangé.

### - La garde au sol :

A la suite des récentes études mettant en corrélation le gabarit des éoliennes avec la mortalité observée et l'alerte de la SFEPM (2021) à ce sujet, la DREAL Grand Est recommande le maintien d'une garde au sol (distance entre le sol et le bout de pale lorsqu'elles sont au plus bas) minimale de 30 m. Cette recommandation n'est pas respectée pour 11 éoliennes parmi les 16 décrites ci-dessus. Il est à noter qu'elle n'était déjà pas respectée pour 12 éoliennes décrites dans le dossier de demande d'autorisation initial. L'autorité Préfectorale a cependant autorisé l'implantation et l'exploitation de tous ces aérogénérateurs au regard de l'engagement du pétitionnaire de mettre en place les mesures de réduction en faveur des chiroptères.

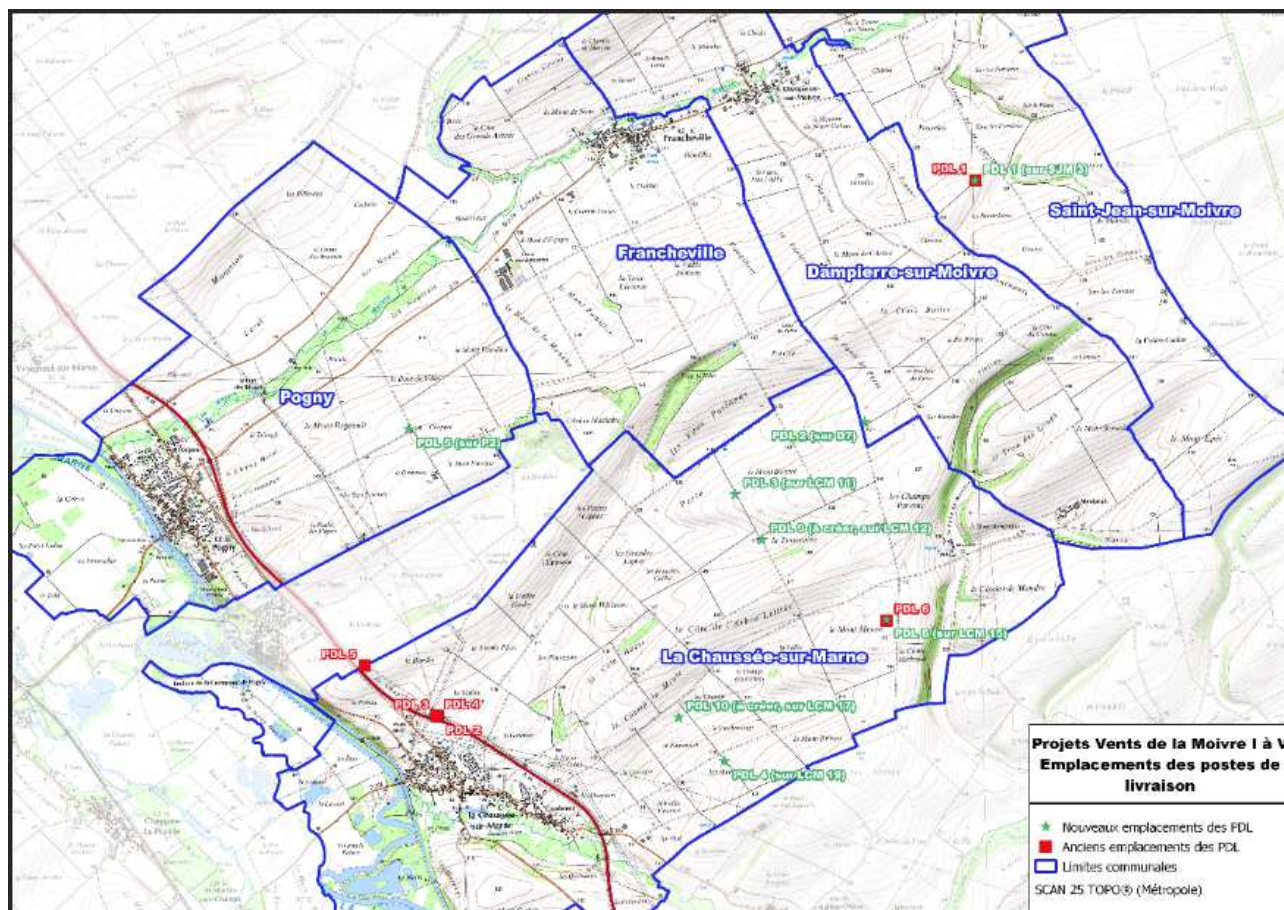
Ces mesures consistent à arrêter tous les aérogénérateurs des 5 parcs selon le protocole suivant (toutes les conditions devant être réunies) :

- du 1<sup>er</sup> avril au 30 octobre (période maximale des chiroptères),
- de 1 heure avant le coucher du soleil à 1 heure après le lever du soleil,
- lorsque la vitesse de vent est inférieure à 6m/s,
- lorsque la température extérieure est supérieure à 10°C,
- en l'absence de pluie.

Cette mesure de réduction reste suffisante pour limiter le risque de mortalité des chiroptères.

En ce qui concerne le risque d'impacts supplémentaires sur l'avifaune induits par la baisse de la garde au sol, l'exploitant s'engage à étendre le suivi mortalité de février à fin novembre alors qu'il était initialement prévu de juillet à novembre. Ce suivi sera renouvelé pendant trois années consécutives. L'exploitant s'engage également à mettre en place toutes mesures de réduction notamment des arrêts de fonctionnement des éoliennes en cas de surmortalité constatée au cours du suivi qui sera mis en œuvre.

- Ajout de 2 postes de livraison et déplacement de 4 postes de livraison :



L'inspection des installations classées considère que le rapprochement de 4 postes de livraison (PDL 2, 3, 4 et 5) au pied des éoliennes par rapport à ce qui était initialement prévu permet de diminuer l'impact dû au raccordement électrique entre les éoliennes et les PDL concernés.

Elle considère que l'ajout de 2 PDL sur les plateformes des éoliennes LCM12 et LCM17 n'augmentera pas l'emprise sur les terres agricoles et induira peu d'impact paysager supplémentaire

## 2 – CONCLUSION

Compte tenu de ce qui précède, les modifications proposées par le pétitionnaire sont jugées notables mais non substantielles au regard de l'article R.181-46 du Code de l'Environnement. L'inspection des installations classées propose d'acter ces modifications de caractéristiques des aérogénérateurs, l'ajout de deux postes de livraison et le déplacement de quatre autres postes de livraison par le biais d'arrêtés préfectoraux complémentaires annexés à ce rapport.

Elle considère également que ces modifications ne nécessitent pas de recueillir au préalable l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS).